

Völkerrechtliche Urkunden

Dokumente zur Lage des Völkerbundes¹⁾

1) Zum Mitgliederbestand des Völkerbundes

a) Aufnahme Aegyptens²⁾

Lettre, en date du 4 mars 1937, du Ministre des Affaires étrangères de l'Égypte au Secrétaire général.

Le Caire, le 4 mars 1937.

L'intérêt que l'Égypte a toujours porté aux activités de la Société des Nations et dont témoignent une participation suivie à un grand nombre de ses travaux et une collaboration assidue dans certains de ses organismes; l'attachement du peuple égyptien au haut idéal de justice, de concorde et de fraternité entre tous les peuples que représente l'Institution de Genève; l'amitié des Puissances qui s'est manifestée par de pressantes invitations, adressées ces jours derniers à l'Égypte par plusieurs d'entre elles, à prendre place au sein de la famille des nations: autant de raisons qui me font un devoir de demander sans retard et conformément à l'article premier, paragraphe 2, du Pacte de la Société des Nations, l'admission dans la Société, du Royaume d'Égypte.

Je vous serais reconnaissant, Monsieur le Secrétaire général, de bien vouloir inscrire cette demande à l'ordre du jour de la séance la plus proche de l'Assemblée. Je vous serais également reconnaissant de communiquer cette demande d'admission, dans le plus bref délai possible, à tous les Membres de la Société.

Le Ministre des Affaires étrangères:
(Signé) WACYF BOUTRUS GHALL.

Lettre, en date du 16 mars 1937, du Ministre des Affaires étrangères de l'Égypte au Secrétaire général.

Le Caire, le 16 mars 1937.

Par ma lettre n° 39 du 4 mars courant, j'avais eu l'honneur de demander l'admission du Royaume d'Égypte au sein de la Société des Nations.

Cette demande, faite en conformité de l'article premier, paragraphe 2, du Pacte, comportait par elle-même engagement de respecter les conditions contenues audit article. C'est dire que l'Égypte, qui a toujours rempli scrupuleusement les obligations auxquelles elle avait souscrit, «a l'intention sincère d'observer ses engagements internationaux et qu'elle accepte les règles établies par la Société en ce qui concerne ses forces et ses armements militaires, navals et aériens».

Je vous prie donc, Monsieur le Secrétaire général, de bien vouloir considérer la présente lettre comme faisant corps avec la demande du Gouvernement royal du 4 mars.

Le Ministre des Affaires étrangères,
(Signé) WACYF BOUTRUS GHALL

¹⁾ S. dazu den Bericht von v. Gretschaninow, oben S. 120 ff.

²⁾ S. d. N. Journ. Off. Suppl. spéc. No. 166, S. 44 ff.

Lettre, en date du 11 mars 1937, du Gouvernement du Royaume-Uni au Secrétaire général.

Foreign Office, S.W. 1.

Le 11 mars 1937.

[Traduction.]

Me référant à votre télégramme, en date du 8 mars, relatif à la demande d'admission à la Société des Nations faite par le Gouvernement égyptien, j'ai l'honneur, d'ordre de M. Eden, Secrétaire d'Etat, de porter à votre connaissance à titre de confirmation du télégramme de M. Eden en date d'aujourd'hui, que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni propose la convocation d'une session extraordinaire de l'Assemblée pour l'examen de cette question.

2. De l'avis du Gouvernement de Sa Majesté, il serait possible de fixer une date appropriée pour la réunion de l'Assemblée aux environs de la date de la session du Conseil de mai.

(Signé) Ronald CAMPBELL.

Télégramme, en date du 13 mars 1937, du Secrétaire général aux Membres de la Société des Nations.

Ai l'honneur de référer propositions faites par certains Membres Société tendant à ce que session extraordinaire Assemblée soit convoquée pour examiner demande d'admission du Gouvernement égyptien dans Société. Gouvernement Royaume-Uni dans communication datée onze mars propose que cette session ait lieu date rapprochée session Conseil qui s'ouvre vingt-quatre mai. Aux termes article un, paragraphe trois, règlement intérieur Assemblée, vous prie de me faire savoir aussitôt que possible si vous êtes d'accord que session Assemblée commence mercredi vingt-six mai. — AVENOL, Secrétaire général.

Télégramme, en date du 24 mars 1937, du Secrétaire général aux Membres de la Société des Nations.

Majorité Membres Société ayant accepté proposition formulée mon télégramme 13 mars, session extraordinaire Assemblée s'ouvrira Genève mercredi vingt-six mai onze heures. — AVENOL, Secrétaire général.

b) Austritt Italiens ¹⁾

Télégramme, en date du 11 décembre 1937, du Gouvernement italien au Secrétaire général.

Rome, le 11 décembre 1937.

[Traduction de l'italien.]

Comme suite aux décisions du Grand Conseil du fascisme, je vous informe que, à la date du 11 décembre 1937/XVI, l'Italie se retire de la Société des Nations.

Galeazzo CIANO, *Ministre des Affaires étrangères.*

Réponse, en date du 13 décembre 1937, du Secrétaire général au télégramme du Gouvernement italien.

Genève, le 13 décembre 1937.

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre télégramme du 11 décembre 1937, duquel il résulte que l'Italie donne à cette date le préavis de retrait de la

¹⁾ S. d. N. Journ. Off. 1938, S. 10.

Société des Nations prévu par l'article I paragraphe 3, du Pacte. J'ai immédiatement communiqué ce télégramme aux Membres de la Société des Nations, ainsi que la présente réponse.

AVENOL, *Secrétaire général.*

Anhang.

Amtliche deutsche Erklärung zum Austritt Italiens aus dem Völkerbund, vom 12. Dezember 1937¹⁾.

Der Entschluß der Faschistischen Regierung, den Austritt Italiens aus dem Völkerbund zu erklären, und die hochbedeutsamen Ausführungen, in denen der Duce diesen Entschluß begründet hat, finden in Deutschland volles Verständnis und wärmste Sympathie. Über die grundsätzliche Einstellung der italienischen Politik gegenüber dem Völkerbund konnte schon längst niemals mehr ein Zweifel obwalten. Die Worte von den falschen Göttern Genfs, die Mussolini Ende September in Berlin auf dem Maifelde sprach, klingen noch in unser aller Ohren. Es ist aber von größter Wichtigkeit, daß die italienische Regierung durch den gestern verkündeten Beschluß nun eine endgültige Klärung der Lage herbeigeführt hat.

Der Völkerbund erhält damit die verdiente Quittung für seine politischen Leistungen. Er hat sich in keiner Periode seines Bestehens als fähig erwiesen, zur Behebung der jeweils aktuellen Probleme der Weltpolitik einen nützlichen Beitrag zu leisten. Im Gegenteil hat er auf die gesamte politische Entwicklung der Nachkriegszeit stets nur einen schädlichen, vielfach sogar einen gefährlichen Einfluß ausgeübt. Unter dem Schutz vorgegebener Ideale wurde er immer mehr zu einem Zweckverband einzelner Nutznießer der Versailler Regelung.

Anstatt die internationale Politik durch einen vernünftigen Ausgleich der natürlichen Kräfte und Bedürfnisse der Völker auf den Weg einer fruchtbaren Entwicklung zu führen, hat man sich in Genf in erster Linie mit der Ausbildung und Anwendung von Methoden befaßt, um einer solchen Entwicklung entgegenzuarbeiten.

Das völlige Versagen des Völkerbundes ist heute eine Tatsache, die keines Beweises und keiner Erörterung mehr bedarf. Die Hoffnungen, die vor allem manche kleinere Staaten in den Völkerbund gesetzt haben, sind immer mehr dahingeschwunden vor der Einsicht, daß die Genfer Politik der kollektiven Sicherheit in Wahrheit zu einer kollektiven Unsicherheit geführt hat. Nur aus Moskau kann man heute noch ein uneingeschränktes Bekenntnis zu den Genfer Idealen hören. Wenn sonst noch hier und da versucht wird, das Scheitern der Institution auf ihre mangelnde Universalität zurückzuführen, so ist das ganz offensichtlich eine Verwechslung von Ursache und Wirkung. Die Gründe, die zuerst Japan, dann Deutschland und nun auch Italien gezwungen haben, den Völkerbund zu verlassen, beweisen zur Evidenz, wo die radikalen Fehler seiner Konstruktion und der ihn beherrschenden politischen Tendenzen liegen. Es ist ein hoffnungsloses Bemühen, diesen radikalen Fehlern durch Teilreform abhelfen zu wollen.

Ob die in Genf verbleibenden Großmächte auch jetzt noch den Willen haben werden, den Völkerbund als ernsthaften Faktor in ihre Politik einzustellen, ist ihre Sache. Sie haben aber nicht mehr das Recht, den Völkerbund als berufenen Repräsentanten der Staatenwelt und als höchstes Organ der

¹⁾ Mitt. des DNB., Völk. Beob. vom 13. 12. 1937.

internationalen Zusammenarbeit hinzustellen. Die Reichsregierung wird sich jedenfalls in voller Übereinstimmung mit der italienischen Regierung durch nichts in der Überzeugung beirren lassen, daß das politische System von Genf nicht nur verfehlt, sondern verderblich ist. Eine Rückkehr Deutschlands in den Völkerbund wird deshalb nicht mehr in Betracht kommen.

c) Austritt Salvadors¹⁾

Lettre, en date du 26 juillet 1937, du Gouvernement du Salvador au Secrétaire général.

[Traduction de l'espagnol.]

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

San Salvador, le 26 juillet 1937.

La République du Salvador a adhéré au Pacte de la Société des Nations, poussée uniquement par le généreux désir de prêter sa coopération aux idées de paix universelle qui furent les fins pour lesquelles a été créé cet organisme international.

Des raisons d'ordre économique obligent, toutefois, mon Gouvernement, actuellement, à se retirer de l'Institution de la manière prévue par l'article premier, dernier alinéa, du Pacte, afin de se conformer au plan financier qu'il s'est imposé pour les années à venir.

La décision qui précède a été prise en Conseil des Ministres, par décret rendu le 23 de ce mois, et je la porte à la connaissance du Secrétariat général, à toutes fins utiles, en vous renouvelant, une fois de plus, les assurances de ma considération la plus distinguée.

(Signé) Miguel Angel ARAUJO.

Réponse, en date du 10 août 1937, du Secrétaire général à la lettre du Gouvernement du Salvador.

Genève, le 10 août 1937.

1. J'ai l'honneur d'accuser réception de la communication du 26 juillet 1937, reçue au Secrétariat en date d'aujourd'hui, par laquelle vous m'informez de l'intention du Gouvernement du Salvador de se retirer de la Société des Nations.

2. Je n'ai pas manqué de notifier aux Membres de la Société des Nations votre démarche, faite en application de l'article 1, paragraphe 3, du Pacte, qui stipule que

«Tout Membre de la Société peut, après un préavis de deux ans, se retirer de la Société, à la condition d'avoir rempli à ce moment toutes ses obligations internationales y compris celles du présent Pacte.»

Le Secrétaire général p. i.:

(Signé) PILOTTI.

¹⁾ S. d. N. Journ. Off. 1937, S: 652.

2) Äußerungen von Staatsmännern der Völkerbundsstaaten zur Lage des Völkerbundes

a) Rede des schwedischen Außenministers Sandler in Upsala am 6. November 1937 (Auszug)¹⁾

Man spricht über die Unklarheit, ob Schweden gegenwärtig eine Völkerbunds- oder Neutralitätspolitik betreibt, und über die Herbeiführung einer endgültigen Entscheidung in dieser Frage. Der Leitung der schwedischen Außenpolitik wird eine bedauerliche Passivität vorgeworfen, weil sie keine völlige Klarheit über die Pflichten schaffe, die Schweden als Völkerbundsmitglied obliegen. Wenigstens hat man der schwedischen Außenpolitik die belgische Politik und ihre Erfolge in jüngster Zeit als vorbildliches Beispiel entgegengehalten.

Was die Mitgliedschaft im Völkerbund selbst angeht, so habe ich der Begründung, die der außenpolitische Ausschuß des Reichstags im Mai gegen eine Trennung vom Völkerbund geltend machte, nichts hinzuzufügen. Der Ausschuß äußerte sich wie folgt:

»Die gegenwärtige internationale Lage bietet nach Ansicht des Ausschusses unserem Land keinen Anlaß, Schritte zu unternehmen, die einen Austritt aus dem Völkerbund bezwecken. Wenn sich Schweden allein hierzu entschliesse, so würde dies unser Land in den Zustand einer kaum erstrebenswerten Isolierung versetzen und könnte als eine Neuorientierung unserer Außenpolitik gedeutet werden. Wenn aber mehrere kleinere Staaten gemeinsam den Völkerbund verließen, so bestünde die Gefahr, daß eine derartige Verringerung des Bundes seine Umwandlung in einen Staatenverband mit ausgesprochenem Bündnischarakter zur Folge hat. Eine Entwicklung in dieser Richtung würde die Gegensätze zwischen verschiedenen Mächtegruppen außerordentlich verschärfen und die Spannung in Europa vermehren, und dies könnte dann auch eine verringerte Sicherheit der aus dem Bund ausscheidenden Staaten nach sich ziehen. Der Ausschuß glaubt, daß es im gemeinsamen Interesse liege, den Völkerbund zu erhalten zu suchen und ihm so Gelegenheit zu geben, die bedeutungsvolle internationale Gemeinschaftsarbeit auszuführen, der er auf verschiedenen Gebieten nachgeht.«

Das Hauptthema der Presseerörterung ist jetzt aber nicht die Mitgliedschaft selbst, sondern die Frage, wie man sich zu den sich aus ihr ergebenden Verpflichtungen verhalten solle. Natürlich werden auf diese Weise die Sanktionspflichten laut Artikel 16 des Völkerbundsvertrags in den Vordergrund gerückt. Auch auf diesem Gebiet ist in der bereits erwähnten Äußerung des außenpolitischen Ausschusses ein Programm der schwedischen Staatsführung aufgestellt worden.

In dieser Programmerkklärung wird unter ausdrücklicher Billigung die Verlautbarung wiedergegeben, die die Außenminister von sieben Staaten, unter denen sich auch Schweden befand, am 1. Juli 1936 in Genf erlassen haben und in der es u. a. heißt:

»Indem wir daran erinnern, daß Richtlinien für die Anwendung von Artikel 16 im Jahre 1921 angenommen worden sind, erklären wir, daß wir uns,

¹⁾ Gehalten in der Vereinigung »Laboremus«. Auszugsweise wiedergegeben nach amtlich mitgeteilter Übersetzung. Die leitenden Gesichtspunkte dieser Rede kehren in der Reichstagsrede des schwedischen Außenministers vom 17. 1. 1938 [Riksdagens Protokoll, Andra Kammeren, 1938, S. 89ff.] wieder. Vgl. unten S. 187 Anm. 1.

solange der Völkerbundsvertrag in seiner Gesamtheit nur unvollständig und nicht folgerichtig angewendet wird, veranlaßt sehen, diesen Umstand bei der Anwendung dieses Artikels zu berücksichtigen.»

Weiter wird unter Zustimmung des Ausschusses angeführt, daß die schwedische Regierung in einem offiziellen Schreiben an den Völkerbund über die Anwendung der Grundsätze der Völkerbundssatzung vom August 1936 die in der zitierten Verlautbarung zum Ausdruck gelangte Auffassung zu ihrer eigenen gemacht hat. Der Ausschuß hebt danach hervor, »daß die Lage der größeren und kleineren Mächte in verschiedener Hinsicht wesentlich voneinander abweicht, wenn es sich darum handelt, die Gefahren zu übernehmen, die im Zusammenhang mit den in Art. 16 vorgeschriebenen Maßnahmen stehen. Der Ausschuß hält es für wünschenswert, daß sich die schwedische Regierung im Einvernehmen mit den Regierungen anderer uns nahestehender Staaten innerhalb des Völkerbunds für eine derartige Auflockerung der Bestimmungen des Artikels 16 einsetzt, wie sie vom Standpunkt der kleineren Staaten im Sinne der Ausführungen des Gutachtens geboten erscheint. Die weitere Behandlung der Frage betreffend die Anwendung der Völkerbundssatzung und ihre etwaige Revision innerhalb des Völkerbunds wird der Regierung sicherlich Gelegenheit geben, ihre Einstellung zu diesen Fragen vor dem maßgeblichen Organ des Völkerbunds zur Sprache zu bringen.«

Dies alles ist der Öffentlichkeit bekannt oder sollte es sein. Aber es ist zu einer Auseinandersetzung gekommen, deren Hauptgedanke so zu sein scheint: Damit ist nun wohl ein Programm vorhanden; aber wird auch etwas zu seiner Durchführung oder seiner Anerkennung getan? Die Besorgnis wegen einer ausgesprochenen Passivität, die in diesem Zusammenhang geäußert wird, erinnert recht an die starke Beunruhigung, die sich früher gewisser Presseorgane aus Anlaß der geschäftigen Aktivität bemächtigt hatte, die in den vielen Reisen des Außenministers zutage getreten sein sollte.

Meine Aufgabe ist es nun aber nicht so sehr, zu polemisieren, sondern einen positiven Beitrag zur Klärung des in Frage stehenden Problems zu liefern. Man hat in der Öffentlichkeit nach einem Auftreten meinerseits verlangt, wenn sich auch manche erkundigt haben, ob denn der Außenminister wirklich etwas Neues in dieser Sache vorzubringen hätte. Ich selber glaube eigentlich nicht, daß ich denen, die die Entwicklung verfolgt haben, etwas Neues geben kann. Die Presseerörterung hat jedoch gezeigt, daß es nötig sein kann, Dinge ins Gedächtnis zu rufen, die bereits gesagt worden sind, oder Tatsachen zu berichtigen, die in dieser Debatte in entstellter Form ins Feld geführt worden sind.

Ich beziehe mich hier ganz besonders auf die Verwertung der jüngsten Politik Belgiens als Grundlage für die Ausbreitung beunruhigender Ideen. Es ist bisweilen und vielleicht mit Erfolg versucht worden, in die Allgemeinheit den Gedanken zu tragen, daß Belgien diejenige Politik betrieben hat, an der jetzt auch die schwedische Außenpolitik ihre Unternehmungslust beweisen müsse. Ich muß ein für allemal mit der hier eingerissenen Entstellung von Tatsachen Schluß machen.

Was ist denn in der jüngsten belgischen Politik geschehen und welches ist die gegenwärtige Rechtslage Belgiens? Man muß sich daran erinnern, daß die Lage, in der sich Belgien ursprünglich befand, von der Lage Schwedens völlig verschieden war. Belgien war ein Vertragsteil des Locarnosystems und hatte außerdem gewisse einseitige, militärische Verpflichtungen, die noch aus der Zeit nach der Beendigung des Weltkrieges stammten. Von diesen Verpflichtungen hat sich Belgien befreit. Durch den Zusammenbruch des Locarno-

systems war Belgien im Verhältnis zu den verschiedenen Partnern des alten Locarnoabkommens vor eine neue Lage gestellt. Belgien wünschte, sein Gleichgewicht wiederzugewinnen und sich gleichzeitig von Beistandsverpflichtungen zu befreien, die sich nach seiner Ansicht nicht im Einklang mit der Lage des Landes befanden. Es ist aber zu beachten, daß es sich hier nicht um Verpflichtungen aus der Völkerbundssatzung handelt, sondern um die besonderen Verpflichtungen in dem Locarnosystem. Durch die Erklärungen, die zwischen Frankreich, England und nunmehr auch Deutschland einerseits und Belgien andererseits gewechselt worden sind, hat Belgien dieses eigene Sonderproblem gelöst.

Wie betrachtet jetzt die Belgische Regierung selber die Rechtslage ihres Landes? In einer Akte mit einem Bericht über die gesamte Politik der Belgischen Regierung, die kürzlich dem belgischen Parlament vorgelegt wurde, hat die Regierung die internationale Stellung Belgiens mit folgenden Worten gekennzeichnet: »Wir sind entschlossen, uns gegen jede Verletzung unseres Staatsgebiets zur Wehr zu setzen. Wir haben alles Erforderliche getan, um über die Mittel zu verfügen, mit denen wir uns Achtung verschaffen können. Abgesehen von der Völkerbundssatzung, sind wir an niemanden gebunden. Es versteht sich von selbst, daß wir die Absicht haben, mit allen unseren Nachbarn eine vorbehaltlose Politik der Loyalität, der Verständigung und des guten Willens zu führen.«

Dies berechtigt unmittelbar zu der Frage: Enthält diese Definition irgend etwas, das nicht ohne weiteres schon jetzt auf unser Land volle Anwendung findet, und zwar ohne irgendwelche Maßnahme der Art, mit denen sich die Pressedebatte beschäftigt hat? Ich bitte, die Worte »abgesehen von der Völkerbundssatzung« zu beachten. Eine noch schärfere Formulierung der belgischen Politik auf diesem Gebiete gibt die Erklärung, die der belgische Außenminister vor dem Völkerbundsrat abgab, als dort die französisch-englischen Erklärungen über Belgien zur Sprache kamen. In Herrn Spaaks Erklärung über die Tragweite dieses Aktenstücks ist als besonderer Punkt die Versicherung über die Treue Belgiens gegenüber der Völkerbundssatzung und den in ihr enthaltenen Verpflichtungen aufgenommen.

Zwei Dinge sind dem noch hinzuzufügen. Die Stellung, die England, Frankreich und Deutschland durch diese Erklärungen Belgien einräumen, enthalten eine Gewährleistung der Unverletzlichkeit des belgischen Staatsgebiets. Es kann wohl kein Seitenstück hierzu geben, wie es mit Anrufung des belgischen Beispiels gemeint gewesen ist. Es ist wohlbekannt, daß ein Land wie Holland, das gleichfalls mit dem Angebot einer derartigen Garantieerklärung erfreut wurde, dies abgelehnt hat, da die Niederländische Regierung diese Unverletzlichkeit für einen festen Grundsatz hält, über den es mit keiner anderen Macht zu verhandeln brauche. Bei dieser holländischen Anschauung, die der in Schweden üblichen Ansicht so ganz entspricht, muß man sich daran erinnern, daß sich Holland stets in einer anderen Lage als Belgien befunden hat, das erst zu den Alliierten und dann zum Locarnosystem gehört hat. Ein anderer Punkt, der nicht übergegangen werden darf, ist die Tatsache, daß der belgische Außenminister in der Frage betreffs der Verpflichtungen aus der Völkerbundssatzung im Parlament eine Erklärung über das Durchzugsrecht fremder Truppen abgegeben hat, die sachlich genau das gleiche enthält, wie der Standpunkt, den ich vor dem schwedischen Reichstag vertreten habe. Hinsichtlich der Bestimmung der Tragweite von Artikel 16 sind Schweden und Belgien also ganz derselben Meinung, und in ihrer allgemeinen politischen Einordnung gehören beide jetzt zu der Gruppe der bündnisfreien Staaten,

zu denen Schweden schon seit langem zu rechnen ist. Unter diesen Umständen kann es also für die Führung der schwedischen Außenpolitik durchaus nicht maßgeblich sein, wenn man in der Presse auf Belgien zeigt und ruft: »Tuet das gleiche!«

Ich muß mich leider mit Hypothesen über den tatsächlichen Inhalt der spärlichen positiven Andeutungen begnügen, an die ich mich halten konnte. Vielleicht hat man nur auf die Methode einer Anbahnung von Sonderverhandlungen mit gewissen Mächten außerhalb des Rahmens des Völkerbundes aufmerksam machen wollen. Auch hier wäre dann hervorzuheben, daß das besondere Locarnoproblem diese Verhandlungen veranlaßt hat. Sie berühren nicht die Verpflichtungen aus der Völkerbundssatzung. Nur in theoretischer Beantwortung der eifrigen Pressestimmen muß man bei der Rede von Sonderverhandlungen unseres Landes fragen, mit wem und worüber derartige Verhandlungen geführt werden sollten. Glaubt man, daß der Verhandlungsgegenstand eine bestimmte Auslegung der Völkerbundssatzung sein soll, so darf man nicht vergessen, welche verschiedene Haltung die Mächte, die hier zuerst in Frage kämen, zu diesem Problem und überhaupt zum Völkerbund einnehmen.

Die Befürchtungen, die die gegenwärtige Lage bei einem Staat wie Schweden erwecken kann, leiten sich teils aus den juristischen Bedenken her, die sich aus der jetzigen Unklarheit über den genauen Inhalt der Verpflichtungen ergeben können, und teils aus den politischen Bedenken, die durch die Mächtigengruppierung innerhalb und außerhalb des Völkerbunds hervorgerufen werden.

Ich halte meinerseits die politischen Bedenken entschieden für schwerwiegender. Ich sehe die wirkliche Gefahr darin, daß sich der Völkerbund zu einem Bündnissystem entwickelt, das den außerhalb des Völkerbunds befindlichen Staaten unmittelbar gegenübersteht. Man darf dabei jedoch nicht außer acht lassen, daß sich die Vereinigten Staaten von Amerika nicht in einen derartigen Gegensatz einordnen lassen und daß sich starke Kräfte innerhalb des Völkerbunds durchaus der Notwendigkeit bewußt sind, einer solchen Entwicklung entgegenzuarbeiten. Was uns selbst betrifft, so liegt die beste und einzig wirksame Garantie gegen diese Gefahr darin, daß sich Schweden zusammen mit anderen bündnisfreien Staaten eine selbständige und unabhängige Politik wahrt, die sich nicht mit den Interessen einer bestimmten Gruppe von Großmächten identifizieren läßt ¹⁾.

¹⁾ In seiner Reichstagsrede (s. oben S. 184 Anm. 1) äußerte sich der Außenminister zu diesem Punkt wie folgt:

»Was diese politische Gefahr betrifft, so bin ich jetzt wie früher der Meinung, daß es ein schwedisches Interesse und ein Interesse aller bündnisfreien kleineren Staaten ist, jeder Tendenz entgegenzuwirken, die darauf abzielt, den Völkerbund in eine Allianzgruppe zu verwandeln, der gegenüber sich die anderen, außerhalb des Bundes stehenden Staaten als in unmittelbarem und direktem Gegensatz befindlich betrachten . . . Klar und bestimmt muß nach wie vor daran festgehalten werden, daß die Aufgabe Schwedens als Mitglied des Völkerbundes darin besteht, an einer nach allen Seiten unabhängigen Politik festzuhalten.«

Etwas später heißt es über die von Schweden zu pflegende internationale Zusammenarbeit:

»Wir müssen, wie es in der Thronrede heißt, zu einer internationalen Zusammenarbeit bereit sein. Ich will, damit kein Mißverständnis in dieser Beziehung besteht, hinzufügen, daß, wenn hier von internationaler Zusammenarbeit gesprochen

Bei den rechtlichen Bedenken gilt es, einen Irrtum zu beseitigen. Es verhält sich nicht so, daß die Völkerbundssatzung einzelnen Mächten irgendeinen Anspruch gegen uns gibt, der gegebenenfalls in der Frage der Anwendung von Sanktionen geltend gemacht werden kann. Die Satzung ist ein Kollektivinstrument; daher kann keines der souveränen Mitglieder mehr als ein anderes eine bestimmte Auslegung rechtlich geltend machen. Ein solcher Anspruch, der sich auf die Völkerbundssatzung selbst gründen muß, nicht aber auf Interessen, die unabhängig von dem Bestand des Völkerbunds vorhanden sind, kann nur von den eigenen Organen des Gesamtverbands, dem Rat oder der Versammlung, erhoben werden, und zwar in beiden Fällen so, daß unser Land die Möglichkeit hat, seine Auffassung zur Geltung zu bringen. Das System für die Anwendung von Artikel 16, das durch die Richtlinien des Jahres 1921 verkündet wurde und während des abessinischen Sanktionsexperiments zum ersten und einzigen Mal Anwendung gefunden hat, ist nach den gemachten Erfahrungen derart, daß es den einzelnen Staaten die Wahrung ihrer Lebensinteressen ermöglicht. Schon die Vorstellung ist phantastisch, daß eine Bestrafung der Völkerbundsmitglieder für eine mangelhafte Anwendung von Artikel 16 in einer Zeit in Frage kommt, während der der ganze Artikel bei den schwersten Übergriffen gegen die Bestimmungen der Satzung als nicht vorhanden betrachtet wird. Die Staaten, gegen die sich die Genfer Verlautbarung des Jahres 1936 richtete, konnten tatsächlich mit gutem Grund erklären: Ein Gesetz, das nicht für alle und nicht in allen Fällen gilt, hat vorläufig aufgehört, Gesetz zu sein.

Hier muß übrigens eine wichtige Unterscheidung gemacht werden. Einmal handelt es sich darum, welche Haltung die Schwäche des Völkerbunds und die notorisch mangelnde Folgerichtigkeit in der Anwendung des Vertrags notwendig machen. Etwas ganz anderes ist aber die Frage, welche endgültigen Auslegungen von Vertragsbestimmungen sich zweckdienlicherweise für eine unbestimmte Zukunft verwirklichen lassen. Es ist uns unbekannt, wie lange die gegenwärtige Epoche dauern wird und was dann kommt. Wir wissen einfach nicht, welchen Völkerbund es in fünf oder zehn Jahren geben wird. Es empfiehlt sich also eine gewisse Zurückhaltung, wenn es darum geht, die Verfassung des Völkerbundes abzuändern. Zur Zeit gebietet es die Gesamtlage, überhaupt jede Anwendung von Artikel 16 in Frage zu stellen. Dies ist ja auch tatsächlich der Fall. Weder der spanische noch der ostasiatische Krieg führen gegenwärtig zu einer Anwendung der Vorschriften des Vertrags.

Die Stellungnahme des Völkerbundes braucht jedoch nicht ohne Bedeutung zu sein. Daß man in Genf ein bestimmtes Gutachten in dem ostasiatischen Konflikt abgegeben hat, enthält nicht nur eine moralische Parteinahme, sondern hat auch — ich denke besonders an die Empfehlung, Chinas Widerstandskraft nicht zu schwächen — gewisse greifbare, materielle Wirkungen zur Folge. Für Staaten, die nicht gewillt sind, zwischen Angreifern und Angegriffenen

wird, dieser Ausdruck nicht nur die Zusammenarbeit im Rahmen des Völkerbundes umfaßt. Die internationale Zusammenarbeit muß ihre Formen gemäß den realen und faktischen Verhältnissen finden. Wir können das beklagen, wir können der Meinung sein, daß der Völkerbund die beste internationale Organisation für die zwischenstaatliche Zusammenarbeit ist, aber wenn die faktische Wirklichkeit so ist, daß große und bedeutungsvolle Staaten außerhalb desselben stehen, dann müssen auch wir die Notwendigkeit erkennen, zweckentsprechende Formen einer internationalen Zusammenarbeit auch außerhalb des Rahmens des Völkerbundes zu finden. «

ein vollkommenes Gleichheitszeichen zu setzen, ist eine derartige Kundgebung kollektiver Anschauung von unverkennbarem Wert.

Hiermit bin ich bei der Frage der Neutralität angelangt. Ihre Sache darf, so scheint es mir im Anschluß an meine letzten Ausführungen, nicht so geführt werden, daß ein Rückfall in die volle Gleichstellung zwischen Staaten, die die Rechtsordnung verletzen, und solchen, die sie achten, erfolgt. Es ist eine sehr bemerkenswerte Tatsache, daß die amerikanische Neutralitätsgesetzgebung, die jetzt in Kraft ist, nicht in Anwendung gebracht worden ist, obwohl in Ostasien die größten Kriegsoperationen vor sich gehen, die nach dem Weltkrieg überhaupt vorgenommen worden sind.

Als in Schweden der Eintritt in den Völkerbund diskutiert wurde, stand die Frage im Mittelpunkt, welche Abänderungen dieser Schritt in unserer alten Neutralitätspolitik mit sich bringen würde. Die Anwendung von Artikel 16, seine militärischen Sanktionen, seine wirtschaftlichen Sanktionen und das Durchzugsrecht durch unser Gebiet, wurden als Abweichungen von der alten Neutralität festgestellt. Jetzt ist eine günstige Gelegenheit gegeben, die Arbeit für die nordischen und neutralen Richtlinien für einen Völkerbund wieder aufzunehmen, denen man damals vor unserem Eintritt nicht ganz Gehör verschaffen konnte, und so in einem wichtigen Punkt zu der alten politischen Richtlinie zurückzukehren. Ich meine, jetzt wie bei der Reichstagsverhandlung, besonders das Durchzugsrecht.

Verhandlungen zwischen den Vertretern der neutralen Staaten und einem Ausschuß der Siegermächte in Paris waren der endgültigen Abfassung der Völkerbundssatzung vorausgegangen. Dabei wurden derartige Abänderungen vorgenommen und derartige Gutachten abgegeben, daß mit Fug und Recht festgestellt werden konnte, daß militärische Sanktionen nicht obligatorisch seien. Hinsichtlich des Durchzugsrechts wurde jedoch niemals eine entsprechende Klarstellung erzielt, und davon legen unsere Reichstagsverhandlungen Zeugnis ab. Aber die Vorgänge während der Pariser Verhandlungen bilden eine gute Plattform für den Anspruch, daß die Unklarheit in dieser Hinsicht behoben wird. Die Verhandlungen mit den Neutralen im Hotel Crillon in Paris hatten zwei bedeutungsvolle Veränderungen im Entwurf zum Völkerbundsvertrag zur Folge, nämlich einerseits das jetzt festgelegte Recht eines Bundesmitglieds auf einen Sitz im Rate, wenn eine Frage behandelt wird, die seine besonderen Interessen berührt, und ferner die Ausgestaltung der Vorschrift über die Einstimmigkeit. Zusammengekommen schließen diese Bestimmungen in sich, daß die Frage des Durchzugsrechts ohne Mitwirkung des Staats, der den Durchzug gewähren soll, nicht entschieden werden und auch zu keiner Empfehlung seitens des Völkerbundsrats führen kann. Diese Anschauung findet eine starke Stütze in dem Gutachten, das der sog. Blockadeausschuß seinerzeit abgab, und das die Ausgestaltung der Richtlinien des Jahres 1921 für die Sanktionsanwendung zur Folge hatte. Über die Einladung an die besonders interessierten Staaten zur Übernahme eines Ratssitzes heißt es darin, daß dies stets in den Fällen für erforderlich gehalten worden ist, wenn der Völkerbund an einen Staat das Verlangen stellt, Truppen eines Mitgliedstaates unter Berufung auf Artikel 16 Absatz 3 den Durchzug durch sein Gebiet zu gestatten. Ich bin meinerseits überzeugt, daß das souveräne Recht der Staaten auf Gewährung oder Ablehnung des Durchzugs eine so starke Stütze bei den Bundesmitgliedern hat, daß eine Auslegung dieser Vertragsbestimmung jetzt erfolgen kann. Damit würde dann die nächst den militärischen Sanktionen drückendste Abweichung von der früheren Neutralitätspolitik beseitigt sein. Hier läßt sich etwas Positives erzielen, ohne der künftigen Entfaltungsmöglich-

keit des Völkerbunds ernstlich zu schaden. Diejenigen, die sich nicht hiermit begnügen wollen, sondern eine Rückkehr zu der »absoluten« Neutralität erstreben, möchte ich ersuchen, wenigstens zunächst festzustellen zu suchen, welche Neutralität sie empfehlen. Handelt es sich um eine schwedische oder eine nordische Neutralität, so muß sich jeder fragen, der von einem »unteilbaren nordischen Frieden« spricht. Ist es eine neu-amerikanische cash and carry-Neutralität oder die Wahrung neutraler, wirtschaftlicher Rechte der Vorkriegszeit? Worte sind keine Lösung eines Problems, und es ist gedankenlos, sich eines bloßen Schlagworts zu bedienen.

Ich fasse zusammen:

Über die Einstellung Schwedens zum Völkerbund ist Ende Mai dieses Jahres im Reichstag verhandelt worden. Mit der Billigung der Stellungnahme des außenpolitischen Ausschusses durch Regierung und Reichstag hat die Staatsführung gewisse allgemeine Richtlinien für die Mitgliedschaft selbst und die sich aus ihr ergebenden Verpflichtungen gutgeheißen. Diese Richtlinien werden durchgeführt werden.

Wie dies erfolgen soll, wurde bei derselben Gelegenheit klargestellt. Es hat innerhalb des Völkerbunds und unter Teilnahme aller bündnisfreien Staaten durch die weitere Behandlung der Frage der Anwendung der Völkerbundssatzung und ihrer etwaigen Revision zu geschehen. Es hat kein Anlaß vorgelegen, von diesem Programm abzugehen.

Schwedischerseits ist nichts unterlassen worden, alles, was in unserer Macht liegt, für eine eilige Behandlung des ganzen Fragenkomplexes zu tun. Wir sind bereit, sobald diese Arbeit ernstlich in Angriff genommen wird, die Gesichtspunkte geltend zu machen, die hier bei uns öffentlich dargelegt und gebilligt worden sind.

Es darf nicht die Möglichkeit außer acht gelassen werden, daß diese ganze Klarstellung im Völkerbund hinausgeschoben wird oder daß unsere Gesichtspunkte keine angemessene Beachtung finden. In diesem Fall ist die Lage nicht so, daß wir Ansprüche in der Frage der Pflichten aus der Völkerbundssatzung anerkennen, da dann die Voraussetzungen für ihre allgemeine Anwendung offenbar nicht mehr vorliegen.

Die Vorbehalte, die durch unseren Anschluß an die Genfer Verlautbarung der bündnisfreien Mächte vom Juli 1936, durch das Schreiben der schwedischen Regierung an den Generalsekretär vom August 1936 und durch die Stellungnahme der Staatsgewalt vom Mai 1937 gemacht wurden, werden aufrechterhalten werden.

Ich halte es nicht für zweckmäßig, mich darüber auszusprechen, ob außerhalb des Rahmens des Völkerbunds nebenher Maßnahmen ergriffen werden sollen, um die ausdrückliche Anerkennung unserer Anschauung durch andere Mächte zu erlangen. Diese Sache muß von der Regierung im Einvernehmen mit dem Reichstag wohl erwogen werden. Auf jeden Fall sind die schwedischen Gesichtspunkte nicht unbekannt, nachdem sie verschiedentlich klargelegt worden sind und u. a. den Hauptzweck meiner Besuche in fremden Hauptstädten gebildet haben.

Die Aufrechterhaltung unserer Anschauung beruht schließlich auf unserer eigenen Entschlossenheit, sie zu wahren, — und auf den Hilfsmitteln, auf die sich eine selbständige schwedische Politik stützen muß.

Mit der Durchführung der Richtlinien für eine Festlegung der Stellung unseres Landes als Mitglieds des Völkerbunds muß daher eine Bereitschaftspolitik Hand in Hand gehen, die die Notwendigkeit im Auge behält, gegebenenfalls gegen die Meinung anderer Mächte an der Bewegungsfreiheit und Selbst-

ständigkeit in der Beurteilung festzuhalten, die die Unsicherheit der Lage und die Lebensinteressen Schwedens erheischen.

Diese Bereitschaftspolitik ist angebahnt und wird weiterverfolgt. Sie umfaßt außer der Durchführung des Beschlusses, uns zu verteidigen, die Arbeit auf Grund der nordischen Neutralitätsbestimmungen, den gesamnordischen Warenversorgungsplan und schließlich die dauernde Eindeckung mit gewissen Bedarfsartikeln.

Die Stärkung unserer Möglichkeiten zur Wahrung einer im Verhältnis zu den strittigen und wechselnden Interessen der Großmächte unabhängigen und neutralen Politik halte ich bei der heutigen Lage für die wichtigere der beiden Aufgaben. Durch die Achtung unseres Rechts, unsere eigenen Forderungen aus der gegenwärtigen Schwäche des Völkerbunds zu ziehen, wird unsere Aussicht, uns innerhalb des Völkerbundes positiv in ausgleichender Richtung einsetzen zu können, nicht geringer, sondern größer, wenn sich das Feld für seine politische Aktivität später auch dort erweitert.

b) Rede des Bundespräsidenten Motta vor der schweizerischen Bundesversammlung am 22. Dezember 1937¹⁾

Le discours que j'ai l'honneur de vous faire n'est pas une manifestation individuelle, mais le résultat d'une délibération collective unanime. Je l'ai rédigé par écrit, parce que son sujet est extrêmement délicat et pour éviter les hasards de la parole improvisée.

Ce qui retient votre attention et votre intérêt, c'est de connaître l'opinion du Conseil fédéral sur les effets que pourrait exercer sur la position de la Suisse dans la Société des Nations la décision prise et annoncée, le 11 de ce mois, par le Gouvernement italien.

Cette décision nous paraît lourde de conséquences. Nous ne partageons pas l'avis de ceux qui, pour en diminuer l'importance et la gravité, aiment à dire ou à écrire que la sortie de l'Italie ne modifie pas la réalité politique et qu'elle n'a pour conséquence que de légaliser une situation déjà acquise depuis plus de deux ans. Nous avons, malgré tout, espéré que, la souveraineté italienne sur le territoire de l'Éthiopie venant un jour à être, directement ou indirectement, reconnue, le Gouvernement italien ne se refuserait plus à reprendre sa collaboration active, qui avait été jusqu'alors celle d'un Etat fondateur. La politique du Conseil fédéral a été constamment inspirée — et le Parlement le sait — par le désir de cette reprise. Notre espoir n'a pas été confirmé par les événements. Il serait vain de chercher ici à établir des responsabilités et nous nous abstenons délibérément de nous livrer à un tel examen.

Les Etats-Unis d'Amérique n'ont jamais pu se décider à entrer dans la grande maison que la volonté de leur président Wilson avait fait bâtir. Le Brésil s'en est allé, en 1926, parce qu'il n'avait point obtenu un siège permanent dans le Conseil. L'Allemagne avait vu les portes de l'institution s'ouvrir devant elle à la même date. Nous avons nous-mêmes travaillé dans les limites de nos forces à hâter et à réaliser ce résultat heureux; mais l'échec total de la Conférence du désarmement convoquée en 1932 et d'autres causes plus ou moins connexes poussèrent le Reich allemand à quitter définitivement la Société en 1935. Je ferai à peine mention de l'Espagne et du Mexique, qui esquissèrent tour à tour

¹⁾ Nationalrat, Amtliches Stenographisches Bulletin der Bundesversammlung, 1937, Wintersession, 11. Tagung der 30. Legislaturperiode, S. 919ff.

des gestes de départ, mais se ravisèrent et restèrent. Quelques petits Etats de l'Amérique du Sud sont également partis et ne sont plus revenus. La sortie du Japon, après sa conquête de la Mandchourie et après la condamnation prononcée contre lui par l'Assemblée, était inscrite dans la nature des choses et dans la logique des événements. Tant le Japon que le Brésil continuèrent cependant à être membres du Bureau international du Travail et de l'Organisation judiciaire internationale. En 1934, la Russie soviétique, contre notre avis et celui des Pays-Bas et du Portugal, fut admise dans la Société. Je ne m'arrêterai pas ici à cet événement de longue portée historique. Les raisons et les circonstances qui ont amené le retrait de l'Italie sont dans toutes les mémoires; tout commentaire sur elles me semblerait superflu.

Ce que nous ne pouvons plus ignorer, c'est que la Société de 1937 ne ressemble guère à l'image que nous en avons conçue en 1920. Nous sommes entrés dans la Société par un vote très disputé mais clair du peuple et des cantons. Le mouvement qui nous y a entraînés était généreux et, à mon avis, politiquement sage. L'obstacle principal que nous avions eu à surmonter nous était venu de notre neutralité traditionnelle. Nous avons pensé que, si notre neutralité était entièrement sauvegardée quant à ses aspects militaires, nous pouvions courir le risque de participer à la Société, ce risque étant lui-même compensé par les garanties de sécurité que le nouvel organisme nous aurait données en supplément. Il s'ajoutait à cela que Genève, ville suisse, avait eu l'honneur d'être désignée comme siège de l'institution. Notre statut avait été confirmé par l'article 435 du Traité de Versailles et précisé dans la Déclaration de Londres du 13 février 1920 et nous avons pu admettre que ce statut était satisfaisant.

Aujourd'hui, nous nous trouvons placés devant l'obligation pressante d'examiner si ce statut répond en tout aux exigences de notre sécurité. Plus d'une fois, dans le cours de ces dernières années, quelques doutes ont dû surgir en nous. Aussi longtemps que tous nos voisins étaient membres de la Société, il était légitime et naturel de demeurer confiants. Même la sortie de l'Allemagne n'avait pu susciter des inquiétudes immédiates, car la possibilité de son retour ne semblait pas complètement exclue. Le départ d'un deuxième de nos grands voisins nous commande maintenant de reprendre le grave problème.

L'avis du Conseil fédéral est que la Confédération doit viser désormais sans hésitation à faire entendre que sa neutralité ne peut pas se borner à être différentielle et qu'elle sera entière conformément à la tradition séculaire, à la géographie et à l'histoire du pays.

Le Conseil fédéral a, dès 1935, fait les premiers pas dans cette direction. Le 10 octobre de cette année-là, à l'occasion du conflit armé entre l'Italie et l'Ethiopie, il fit déclarer par le chef de sa délégation à l'Assemblée de Genève que la Suisse ne s'estimerait tenue à appliquer des sanctions économiques et financières que dans la mesure où sa neutralité n'en serait pas compromise. Nous n'appliquâmes pas la sanction qui visait à la rupture complète des relations commerciales entre l'Italie et nous. De même, lorsqu'il s'était agi de l'embargo sur les armes et le matériel de guerre, nous nous appuyâmes sur les conventions de La Haye concernant les droits et les devoirs des neutres pour décréter l'embargo contre l'un et l'autre des Etats en guerre. Cette attitude souleva quelques objections et provoqua quelques murmures chez tel et tel membre de la Société, mais cela ne nous empêcha pas d'obtenir en définitive gain de cause.

Plus tard, en 1936, l'Assemblée fédérale eut à se prononcer sur la politique suivie par le Conseil fédéral dans les conjonctures que j'indique et nous

eûmes le réconfort d'avoir toute l'Assemblée, sans distinction de parti, avec nous.

Puis ce fut la question de la réforme du Pacte qui se posa. La Suisse est membre du comité de vingt-huit Etats institué à cette fin. Le Conseil fédéral exposa, dans sa lettre du 4 septembre 1936 au Secrétaire général de la Société, sa manière d'envisager la réforme et marqua à nouveau ses vues et ses intentions quant à la question de la neutralité. L'Assemblée fédérale fut de nouveau moralement unanime pour approuver le Gouvernement. Quelques députés, et en particulier M. le conseiller national Gut, qui s'occupe avec beaucoup d'intelligence et de perspicacité des questions dont je parle, ont exprimé parfois le vœu que le Conseil fédéral voulût bien saisir toute occasion propice pour obtenir que le statut de la Suisse dans la Société des Nations fût tiré au clair.

Le Conseil fédéral n'a jamais perdu de vue ce vœu. Le Président de la Confédération, s'adressant par la radio aux Suisses de l'étranger, le 1^{er} août de cette année, s'attacha à leur montrer que la Suisse était amenée par l'évolution politique générale à proclamer avec une vigueur croissante sa volonté d'être neutre même à l'égard de la Société des Nations. Ce discours fut, m'a-t-on dit, remarqué à l'étranger, mais ne fut pas beaucoup commenté à l'intérieur, car il coïncida avec un autre discours que j'eus l'honneur de prononcer, le même jour, à Giornico.

L'occasion opportune est maintenant arrivée. Elle oblige le Conseil fédéral à agir avec fermeté et avec calme, c'est-à-dire sans fièvre et sans nervosité. Soyez persuadés, Messieurs, que nous ferons tout ce qui dépend de nous pour ne pas être inférieurs à notre tâche.

Mais, s'il y a comme une sorte de consentement instinctif quant au but à atteindre, il subsiste des différences d'avis quant aux voies et aux méthodes à suivre. Le Conseil fédéral vous demande de lui laisser, sur cette question, le temps d'une mûre réflexion. Son Département politique, après avoir pris conseil de quelques hommes de confiance, lui soumettra un rapport écrit dans le courant de janvier. Ce rapport interne fournira les bases d'un rapport ultérieur à l'Assemblée fédérale. Le Conseil fédéral marchera la main dans la main avec le Parlement et avec l'opinion publique. Il a appris qu'un comité s'est formé récemment pour lancer une initiative populaire tendant à inscrire dans la Constitution le principe de la neutralité et à en fixer les effets. Ce comité, qui est composé d'hommes honorables dont le patriotisme est indiscuté, cédera à une bonne inspiration s'il laisse le Gouvernement agir par les moyens normaux de la diplomatie, sans le gêner ou l'entraver. J'ai des raisons sérieuses d'espérer que le comité dont il s'agit s'est déjà ravisé et que, pour le moment du moins, il renoncera à provoquer des discussions nécessairement passionnées de politique internationale sur la place publique. De telles polémiques pourraient causer de graves dommages politiques et moraux.

Personne ne devrait songer à demander que la Suisse quittât la Société des Nations. Nous sommes le pays de son siège. N'oublions pas surtout que la Société des Nations a voulu réaliser l'idée de la paix par le droit. Elle n'y a réussi, j'en conviens, qu'en partie. Sa valeur de symbole demeure cependant intacte et résiste à toute critique objective. La collaboration internationale est un des besoins du monde; on peut en briser et en changer les formes, on ne saurait en contester la nécessité de substance. Les peuples ont soif de justice et de sécurité. Ils désirent que les grandes Puissances ne vivent pas en rivales, mais associent leurs efforts pour assurer le bonheur des hommes. Tous les Etats doivent avoir une tribune qui leur permette de se faire entendre.

Le rôle des petits Etats, surtout quand ils sont animés par des aspirations communes, est un rôle efficace et bienfaisant. L'humanité a appris à regarder les choses de la guerre avec une sorte de frisson sacré. Elle ne se résigne pas à admettre que la guerre soit une maladie inhérente à l'espèce humaine et qu'il faille donc l'accepter comme un fléau éternel. Travailler obscurément, patiemment, constamment à créer sur la terre les conditions d'une paix durable, c'est l'honneur des sages et c'est aussi la nouvelle dignité de la créature humaine rachetée par le Christ. Nous, les Suisses, nous sommes acquis dans notre immense majorité à ces grands postulats de la morale qui aspire à se perfectionner.

Il serait malheureux de désertir un champ d'activité que nous avons appris, en dix-huit ans, à mieux connaître. Nous avons été parmi les ouvriers les plus ardents de l'arbitrage international. Nous avons été avec le Danemark et le Portugal les premiers Etats à reconnaître la juridiction obligatoire de la Cour permanente de Justice internationale. Nous avons travaillé avec les autres dans la lutte contre les fléaux sociaux tels que l'abus des stupéfiants et la traite des femmes et des enfants. Nous avons collaboré dans les œuvres financières et économiques et plusieurs des nôtres se sont distingués et honorés dans ces travaux techniques. Genève est devenue une ville de contacts utiles et féconds.

Nous ne pourrions pas non plus donner l'impression ou faire naître le doute que nous nous mouvons dans l'orbite d'un groupe déterminé de Grandes Puissances. Nous sommes neutres parce que nous voulons être autonomes et libres. Le sens supérieur de notre neutralité est qu'elle est pour nous une des garanties les plus précieuses de notre indépendance et de notre intégrité.

Cette neutralité ne court et ne courra sans doute pour longtemps aucun danger du fait de notre appartenance à l'organisme de Genève. Son aspect militaire est incontesté. Tous les Etats signataires du Traité de Versailles ont déclaré que la neutralité suisse est un engagement international favorable à la paix du monde.

La Société des Nations, telle qu'elle est, ne peut plus songer à des sanctions économiques contre qui que ce soit. Le système des sanctions est désormais pratiquement irréalisable. L'article 16 du Pacte est frappé de paralysie. La Société des Nations, sans se désintéresser des besoins de la sécurité collective, devra chercher son salut en d'autres directions. Si elle veut retrouver l'universalité, elle aura le courage de renoncer aux moyens de contrainte matérielle pour être ce qu'elle est dans son essence véritable: un grand et bienfaisant organisme de collaboration pacifique. La renonciation aux moyens de coercition ne sera pas pour elle une cause d'affaiblissement, mais une raison de renouveau. Les discussions irritantes disparaîtront de ses conseils et ses recommandations de justice et de modération n'en seront que mieux écoutées.

La Société se trouve exposée à un danger: celui de se transformer, même sans le vouloir, en une coalition se dressant contre une autre coalition. Elle saura éviter ce malheur qui lui serait rapidement mortel. Genève ne pourrait à aucun prix devenir le siège d'une coalition. Le Conseil fédéral ne doute pas un instant que des Puissances comme la Grande-Bretagne et la France, soutenues par la ferme volonté des autres Etats — je songe surtout aux Pays-Bas, à la Belgique, aux Etats scandinaves, à l'Autriche et à beaucoup d'autres — veilleront à ce que la Société ne tombe jamais dans l'erreur fatale et impardonnable de vouloir être la servante de telle ou telle autre idéologie et d'altérer ainsi sa nature, ses raisons d'exister, ses buts et ses tendances.

La Suisse y tiendra demain comme hier un rôle modeste, mais non dépourvu de signification. Elle sera toujours la Suisse humaine et libre, une

et diverse, pleinement consciente de sa mission particulière. Elle continuera à être ce que l'un de nos anciens ministres à Rome, M. Georges Wagnière, disait si éloquemment, dans le magnifique article qu'il vient de lui consacrer dans la «Gazette de Lausanne»: la Suisse vivante. Mère des fleuves, oui, et gardienne des cols, mais beaucoup plus que cela: terre à l'unité profonde par les racines communes de son sol alpin, peuple et nation aux divers langages, mais qui communie par les cimes dans ce culte et cette passion de la liberté qui sont le divin privilège et la gloire de l'homme. Le vrai miracle suisse est là. Il constitue un des phénomènes les plus beaux de l'histoire. L'homme des alpes — homo alpinus helveticus — qu'il soit poète et écrivain ou simple portier d'hôtel, est revêtu de la même dignité souveraine qu'il a le droit de porter comme un manteau de prince s'il réunit en lui la ferveur du patriote et la volonté d'être un bon citoyen du monde.

c) Exposé des polnischen Außenministers Beck vor der Kommission für auswärtige Angelegenheiten des Sejm, am 10. Januar 1938 (Auszug)¹⁾

Hohe Kommission! Die Periode, über die ich heute die Absicht habe zu sprechen, stellt eine Zeitspanne dar, die ich in meinen vorangegangenen Exposés als eine solche der prinzipiellen Umgestaltung in den Methoden internationaler Politik bezeichnet habe.

Ich erlaube mir, kurz zu wiederholen, daß ich diese Umgestaltung als ein Ins-Wanken-Geraten der Methoden charakterisiert habe, die in der unmittelbaren Nachkriegsatmosphäre zur Regelung von Staatenbeziehungen vorgeschlagen wurden. Damals war man der Meinung, daß die Erschütterung, welche man erlebt hatte, die menschliche Handlungs- und Denkungsart in radikaler und endgültiger Weise geändert habe. Wir haben unsererseits immer wieder betont, daß uns der Gedanke, neue Wege zu suchen, die der Menschheit Opfer und Schädigungen dort ersparen, wo — vielleicht — bessere Formen der Zusammenarbeit diese verhindern könnten, sympathisch ist. Jedoch unabhängig von den grundlegenden Veränderungen, die sich in der Struktur des internationalen Lebens vollzogen haben, trug schon die Form, die diesem neuen Gedanken gegeben wurde, von Anfang an den Keim für viele Mißerfolge in sich und mußte vielfach Vorbehalte erwecken.

Schon in der Zeit, über die ich sprechen will, haben dieser Umwandlungsprozeß und diese Mißerfolge drastische Formen angenommen. Man könnte aber schwerlich behaupten, daß wir schon den Tiefpunkt dieses Vorgangs erreicht hätten. Ich erlaube mir, heute auf eine noch eingehendere Analyse dieser Erscheinungen allgemeiner Natur zurückzukommen. Da jedoch keiner von Ihnen, meine Herren, es mir verargen wird, daß ich alle weiteren und engeren Erscheinungen vor allem vom Standpunkt der unmittelbaren Interessen unseres Landes prüfe und beurteile, werde ich mit einem Überblick unserer eigenen Angelegenheiten beginnen.

Hier wird das Bild nicht so pessimistisch sein. Schon in den vergangenen Jahren hatte ich Gelegenheit, Ihnen gegenüber, meine Herren, wiederholt zu betonen, daß unsere Regierung stets bestrebt war, jede unseren Staat interessierende Frage streng sächlich zu erwägen, unabhängig von den in der Welt auftauchenden wechselnden Konjunkturen und Stimmungen. Wir wurden aus diesem Grunde sogar mitunter kritisiert wegen angeblich allzu starker Vorliebe

¹⁾ Übersetzung von Dr. Ellinor von Puttkamer nach dem im Monitor Polski v. II. I. 1938 (Nr. 7) veröffentlichten Text. Vgl. auch die halbamtliche Verlautbarung vom 14. 12. 1937, Pol. Inf. Pol., Gazeta Polska vom 15. 12. 1937; französis. Übers. in der Zeitschrift »La Société des Nations«, 19. Jg., Okt./Dez. 1937, S. 437 ff.

für »Bilateralismus«, für eine allzu peinliche Beschränkung unserer Besprechungen nur auf die Partner, die in den besprochenen Fragen unmittelbar entscheiden konnten.

Heute, so scheint mir, können wir den Punkt auf das I setzen und erklären, daß wir uns bemüht haben, so zu arbeiten, daß möglichst kein grundsätzliches politisches Interesse Polens angetastet oder in die in den Methoden breiterer internationaler Zusammenarbeit liegende Verwirrung hineingezogen wurde.

Unsere nachbarlichen Beziehungen, deren wesentlichen Teil die beiden Nicht-Angriffs-Verträge mit der Sowjetunion und dem Deutschen Reich darstellen, sind weder von einer internationalen Institution noch von einem internationalen Verfahren abhängig gemacht. Sie wurden zu einer Zeit abgeschlossen, da diese beiden Mächte sich außerhalb des Völkerbundes befanden, stützten sich auf tief durchdachte Gründe und politische Interessen und behalten ihren unantastbaren Wert.

Unsere beiden Bündnisse mit Frankreich und Rumänien, wenn sie auch in keinerlei Widerspruch mit der Völkerbundssatzung stehen und in ihrem Inhalt sogar die Genfer Institution erwähnen, stammen aus dem Jahre 1921, also aus einer Zeit, in der die Organisation des Völkerbundes noch ziemlich lose war — sie müssen als in ihrer Grundkonzeption als selbständig für sich bestehend aufgefaßt werden und nicht als ein Anhang oder eine Ergänzung zur Völkerbundssatzung.

Die größte Verwirrung in diese Fragen brachten die Locarno-Verträge. Ihre frühere Form gehört jedoch heute der Vergangenheit an.

Ich erlaube mir, die Behauptung aufzustellen, daß den Charakter dieser Verträge am besten die Tatsache kennzeichnet, daß gerade in den letzten zwei Jahren die Bedeutung unserer Bündnisse, ihre Lebenskraft und ihre Zweckmäßigkeit, sowohl bei uns als auch in den verbündeten Ländern besonders hervorgehoben wurde und daß unser unmittelbarer Kontakt mit diesen Staaten in ebenso bedeutsamer wie für uns besonders erfreulicher Form zum Ausdruck gekommen ist. . . .

(Folgen Einzelheiten über die außenpolitischen Beziehungen Polens)

Sie erlauben, daß ich noch einmal mein Urteil über die Lage wiederhole und feststelle: 1. die Krisis der Formen internationalen Lebens hat sich vertieft, 2. wir können ruhig behaupten, daß die polnische Politik verhältnismäßig am wenigstens darunter gelitten hat.

Ich wende mich jetzt dieser Krisis wieder zu: sie steht vor allem mit dem Völkerbund, mit seinen Schwierigkeiten und Mißerfolgen, in Verbindung; denn selbst gewisse unbezweifelbare Erfolge, die durch internationale Verständigungen erreicht und außerhalb des Völkerbundes ausgeführt worden sind, besagen nichts zu seinen Gunsten. Schon seit längerer Zeit, in der ich übrigens in Sejm und Senat eine Reihe Fragen über dieses Thema behandelt habe, konnte ich mich nicht des Eindrucks erwehren, daß wir es in Genf mit zwei völlig entgegengesetzten Tendenzen zu tun haben. Einerseits haben Praxis und Erfahrung unwiderlegbar gezeigt, daß die vollkommene Anwendung der Satzungsgrundsätze die realen Möglichkeiten des Völkerbunds übersteigt. Daneben kann man beobachten, daß sich, wie aus einem Widerspruch heraus, nicht nur gewisse doktrinäre und politische Leidenschaften steigern und es darauf ablegen, diesem armen Völkerbund immer schwierigere Aufgaben zuzuschieben, sondern man kann sogar förmliche Bestrebungen bemerken, diese Mängel, die die Maßnahmen des Völkerbunds gezeigt haben, noch durch theoretische, nur auf dem Papier niedergelegte Klauseln zu vergrößern. Die polnische Diplomatie, die auf die Korrektheit der Handlungen unseres Staates

bedacht und um das letzte Geschick der Genfer Institution besorgt ist, hat sich in den letzten beiden Jahren bemüht, diesen gefährlichen Widerspruch darzustellen. Sie hat sich bei der Behandlung der am Genfer Tisch auftauchenden Fragen bemüht, für sich den richtigen Weg zu finden, der ebenso durch Achtung der bestehenden Verpflichtungen wie durch Sinn für Realität und künftige Möglichkeiten gekennzeichnet ist. Damit will ich durchaus nicht sagen, daß das Suchen nach besseren, gerechteren Lösungen internationaler Konflikte eine aussichtslose Angelegenheit sei.

Was ist also unmöglich? Vor allem die Aufrechterhaltung eines Zustandes, bei dem das Statut und die Vorschriften einer Institution, die darauf berechnet ist, alle Staaten der Welt als Verband zusammenzufassen, à la longue nur noch durch einen Teil von ihnen für sich und in Bezug auf andere Anwendung findet. Darum schloß schon die Tatsache, daß der Völkerbund von Anfang an nicht alle umfaßte, sondern in erster Linie die, die über besondere Macht verfügten, die Quelle der Krise in sich. Für uns wurde das in schärfster Form zu einem Zeitpunkt klar, als der Völkerbund seinen Charakter selbst als europäische Organisation schon eingebüßt hatte. Dieser Zustand hat sich noch mehr zugespitzt, seit die Hoffnung auf die Rückkehr nach Genf einer Reihe von Staaten ersten Ranges, die den Völkerbund verlassen haben, durch deren Handlungen und Erklärungen fast zu Null geworden ist.

Wir stehen nicht allein da, wenn wir behaupten, daß es nicht möglich ist, eine Gruppe von Staaten mit den Verpflichtungen zu belasten, welche die Satzung des Völkerbunds seinen Mitgliedern auferlegt, während andere Staaten diese Belastung nicht auf sich nehmen. Ich habe hier im Besonderen die Verpflichtung im Auge, deren Erfüllung gegebenenfalls von den einzelnen Staaten automatisch, nur wegen ihrer Zugehörigkeit zum Völkerbund, gefordert werden kann, die Verpflichtung, Opfer zu bringen und gegen andere aufzutreten. Die Auffassung der skandinavischen Länder, Belgiens, der Niederlande, der Schweiz u. a. unterstreicht ausdrücklich dieses Faktum.

Wir stehen ebenfalls nicht allein da, wenn wir behaupten, daß der Völkerbund nicht ohne Nachteil für die gesamte Weltpolitik zu einer doktrinären Konföderation herabsinken kann, schlimmer noch zu einem Block, der seine Tätigkeit gegen andere Blocks richtet. Kürzlich hat schon Minister Eden in seiner Unterhauserklärung diesen Gesichtspunkt betont.

Nichtsdestoweniger geht das Reifwerden der Anschauungen in dieser Frage, das Reifwerden eines Schlusses aus der so entstandenen Lage, so langsam vor sich, daß ich mich veranlaßt sehe, den Standpunkt Polens durch die Presse unserer und der ausländischen öffentlichen Meinung gegenüber klarzustellen.

Mehr als einmal habe ich in Sejm und Senat die Stellung der Regierung zum Völkerbund und zu der Bedeutung, die man der Existenz dieser Institution beimißt, zum Ausdruck gebracht. Ebenso klar aber hatte ich Gelegenheit darzulegen, was für eine Unmöglichkeit für uns die Zugehörigkeit zu doktrinären Blocks bedeuten würde, oder auch, unseren Staat zum Instrument einer Politik zu machen, deren Ziele und Mittel nicht durch uns selbst klar abgegrenzt wären.

Wir haben nicht die Absicht, selbst irgendeine Initiative zu ergreifen, welche die heutige Krisis des Völkerbunds vertiefen könnte. Aber wir werden uns immer bewußt bleiben müssen, wozu wir verpflichtet sind, was wir verantworten müssen und auch in welcher Weise und auf welcher Basis die in den internationalen Institutionen gefällten Entscheidungen zustande gekommen sind. Zu einer solchen öffentlichen Darstellung der Angelegenheit veranlaßt mich vor allem die Tatsache, daß man in einigen Kreisen der internationalen öffentlichen Meinung eine Geringschätzung diesen grundlegenden Änderungen

gegenüber, wie sie z. B. zuletzt durch den Austritt Italiens und die Erklärung des Deutschen Reiches über die Völkerbundsfrage zum Ausdruck gekommen ist, oder die da und dort verbreitete Auffassung, daß das, was sich abspielt, für den Völkerbund von Nutzen sein müsse, beobachten kann. Ich kann mich des Eindrucks nicht erwehren, daß einige Elemente im Völkerbund vor allem ein gegen die sogenannten totalitären Staaten gerichtetes Werkzeug sehen möchten. Auffallend ist, daß dieselben Elemente gerade mit Hilfe des Völkerbunds das internationale Leben sozusagen totalisieren möchten. Mir scheint, daß dieser krasse Widerspruch keines weiteren Kommentars bedarf. Ich unterstreiche statt dessen noch einmal, daß wir das Recht eines jeden, bei sich nach seinen eigenen Grundsätzen zu regieren, respektieren, unter der Bedingung, daß er nicht andere und besonders uns nach seinem Muster umformen will.

Noch eins ist in Genf gefährlich: und zwar handelt es sich mehr um eine Frage der Praxis als um eine solche schriftlich festgelegter Grundsätze. Wie ich schon erwähnte, zwangen — übrigens berechtigterweise — die Schwierigkeiten, auf welche der Völkerbund stieß, sobald neue Probleme auftauchten, zur Einberufung von Konferenzen einer mehr oder weniger großen Zahl von Staaten, die an dem Problem interessiert waren oder wenigstens irgendwelchen Einfluß auf seine Erledigung auszuüben im Stande waren. Wir sind einigen Initiativen dieser Art, z. B. dem Ausschuß für Nichteinmischung in den spanischen Bürgerkrieg, in der festen Überzeugung beigetreten, daß dies im Augenblick das einzige praktische Mittel sei, die Gefahr weiterer Komplikationen, die die spanischen Ereignisse hätten hervorrufen können, zu vermindern. Jedoch verwahren wir uns kategorisch und werden uns auch in Zukunft dagegen verwahren, daß dem Völkerbund, und damit all seinen Mitgliedern, Entschließungen untergeschoben werden, die allein von einer Staatengruppe und außerhalb des Völkerbunds gefaßt worden waren. Ich fürchte, dieses letzte Moment hat auf die Einstellung der öffentlichen Meinung zum Völkerbund bei vielen Ländern, die sich an diese Art internationaler Zusammenarbeit schon gewissermaßen gewöhnt hatten, eine nachteilige Wirkung ausgeübt.

Ich habe mich bemüht, Ihnen gewisse Organisationsmängel des Völkerbunds sowie den Einfluß, welchen die Ereignisse der letzten Jahre auf seine Tätigkeit ausgeübt haben, auseinanderzusetzen

Man wird sich in Genf noch viel Sorgen über die verschiedenen Probleme in aller Welt machen. Und ich weiß nicht, wie der Völkerbund die Verpflichtungen, die er übernommen hat, bewältigen will. Es wäre wahrscheinlich schwierig, heute irgendeine Prophezeiung über das Schicksal des Völkerbunds auszusprechen. Ich zweifle auch, ob die nächste Januarsitzung des Völkerbundes hier einschneidende Entschließungen bringen kann. Ich habe jedoch den Eindruck, daß die Schwächung des Völkerbunds zweifellos ein Gefühl verstärkter Verantwortlichkeit der einzelnen Regierungen hervorrufen muß. Sicherlich wünscht die überragende Mehrheit von diesen eine friedliche Besprechung ihrer Existenzbedingungen und somit auch der der anderen Völker. Darum verfolgen wir auch die Versuche der Anknüpfung von Unterhandlungen zwischen den einzelnen Hauptstädten mit lebhaftem Interesse; und wir sind überzeugt, daß die Erfahrungen der letzten Jahre und die sachliche Beurteilung der Lage durch die europäischen Staaten uns niemals vor die Frage einer solchen internationalen Zusammenarbeit stellen werden, die unseren unverletzlichen Grundsätzen und Lebensinteressen widerstrebt.

d) Äußerung des britischen Premierministers Neville Chamberlain
vor dem Unterhaus am 22. Februar 1938¹⁾

I have often expressed the view that the party opposite allow themselves to be governed by phrases, the actual meaning of which they never take the trouble to think out. Among those phrases is "collective security." What do they mean by collective security? [HON. MEMBERS: "What do you mean?"] I mean by collective security a system under which the collective action of a number of States is assured to prevent aggression, or if aggression is undertaken, to put a stop to it and punish the aggressor. I wonder whether anybody differs from that definition. [HON. MEMBERS: "No!"] I am glad that we are agreed so far. Does anybody here believe that the League, as it is constituted today, can afford collective security?

At the last Election it was still possible to hope that the League might afford collective security. I believed it myself. I do not believe it now. I would say more. If I am right, as I am confident I am, in saying that the League as constituted to-day is unable to provide collective security for anybody, then I say we must not try to delude ourselves, and, still more, we must not try to delude small weak nations, into thinking that they will be protected by the League against aggression and acting accordingly, when we know that nothing of the kind can be expected.

The party opposite seem to me to be the worse kind of diehards. They keep on repeating clichés and phrases and tags which once may have had some significance but have none to-day. You cannot expect a motor car to win a race if half its cylinders are out of actions. You cannot expect a League constituted originally to perform certain function, on the assumption that if it did not embrace every nation in the world, it embraced practically all the powerful nations of the world—you cannot expect a League which has been given a function corresponding with that state of things, to be able to exercise that same function if nearly all the great Powers have left it.

I say that the power of the League does not depend upon its nominal membership. It depends upon the conviction of its members that it can carry out its functions. At the time of the last Election the conviction that it could not carry out its functions was not universal, even if some suspicion had entered into the minds of some members of the League. I say that to-day you will not find anywhere in the League any conviction that collective security can be provided by the League as now constituted. What is the conclusion to be drawn from that? [HON. MEMBERS: "Why do you stay in?"] I am staying in because I still have faith that the League may be reconstituted, because I still believe that there is important and valuable work for the League to do. But I doubt very much whether the League will ever do its best work as long as its members are nominally bound to impose sanctions or to use force in support of obligations.

I would not change an article in the Covenant. [*Interruption.*] I am trying to say something which has a serious meaning, and if hon. Members will not listen to me now, I hope they will read what I am saying. I am saying what I would do about the League and I say I would leave the Covenant as it is. I would not tear up a single article of it, not even Article 16, in the hope that some day it might be reconstituted in such a form that we might rely upon

¹⁾ Auszug aus Parliamentary Debates, House of Commons, vol. 332, Sp. 226 ff.

being able to use those powers for the function for which they were originally intended. But I would have it clearly understood, to-day, that the League cannot use them and cannot be expected to use them and that the nations which remain in the League must not be saddled with liabilities or risks which they are not prepared to undertake. Nor must other nations expect that the League will provide that security which it was once hoped it would provide. I believe that if the League would throw off shams and pretences which every one sees through, if it would come out with the declaration of what it is prepared to do and can do as a moral force to focus public opinion throughout the world, it would justify itself. It would be a real thing; it might draw unto itself again some of those who have lost faith in it in the past, and the future of the League might be assured for the benefit and salvation of mankind.

Beitritt Italiens zum Antikominternpakt

Protokoll¹⁾

DIE REGIERUNG DES DEUTSCHEN REICHES, DIE ITALIENISCHE REGIERUNG UND DIE KAISERLICH JAPANISCHE REGIERUNG

In der Erwägung, daß die Kommunistische Internationale ständig die zivilisierte Welt im Westen und im Osten weiter gefährdet, ihren Frieden und ihre Ordnung stört und vernichtet,

Überzeugt, daß nur eine enge Zusammenarbeit aller an der Aufrechterhaltung des Friedens und der Ordnung interessierten Staaten diese Gefahr vermindern und beseitigen kann,

In der Erwägung, daß Italien, das seit Beginn der Faschistischen Regierung diese Gefahr mit unbeugsamer Entschlossenheit bekämpfte und die Kommunistische Internationale in seinem Gebiet ausmerzte, entschieden hat, sich Seite an Seite mit Deutschland und Japan, die ihrerseits von dem gleichen Abwehrwillen gegen die Kommunistische Internationale beseelt sind, gegen den gemeinsamen Feind zu stellen,

Sind, in Übereinstimmung mit Artikel II des Abkommens gegen die Kommunistische Internationale²⁾, das am 25. November 1936 zu Berlin zwischen Deutschland und Japan abgeschlossen wurde, wie folgt übereingekommen:

Art. I. Italien tritt dem als Anlage im Wortlaut beigefügten Abkommen gegen die Kommunistische Internationale nebst Zusatzprotokoll, das am 25. November 1936 zwischen Deutschland und Japan abgeschlossen worden ist, bei.

Art. II. Die drei das vorliegende Protokoll unterzeichnenden Mächte kommen überein, daß Italien als ursprünglicher Unterzeichner des im vorhergehenden Artikel erwähnten Abkommens nebst Zusatzprotokoll gilt, wobei die Unterzeichnung des vorliegenden Protokolls gleichbedeutend ist mit der Unterzeichnung des Originaltextes des genannten Abkommens nebst Zusatzprotokoll.

Art. III. Das vorliegende Protokoll gilt als integrierender Teil des oben erwähnten Abkommens nebst Zusatzprotokoll.

Art. IV. Das vorliegende Protokoll ist in deutscher, italienischer und japanischer Sprache abgefaßt, wobei jeder Text als Urschrift gilt. Es tritt am Tage der Unterzeichnung in Kraft.

Zu Urkund dessen haben die Unterzeichneten, von ihren betreffenden Regierungen gut und richtig bevollmächtigt, dieses Protokoll unterzeichnet und mit ihren Siegeln versehen.

So geschehen in dreifacher Ausfertigung zu Rom, den 6^{ten} November 1937 — im XVI^{ten} Jahre der Faschistischen Aera, d. h. den 6^{ten} November des 12^{ten} Jahres der Showa-Periode.

Joachim von Ribbentrop Ciano M. Hotta

¹⁾ RGBbl. 1938, II, S. 26.

²⁾ Ds. Ztschr. Bd. VII, S. 128.